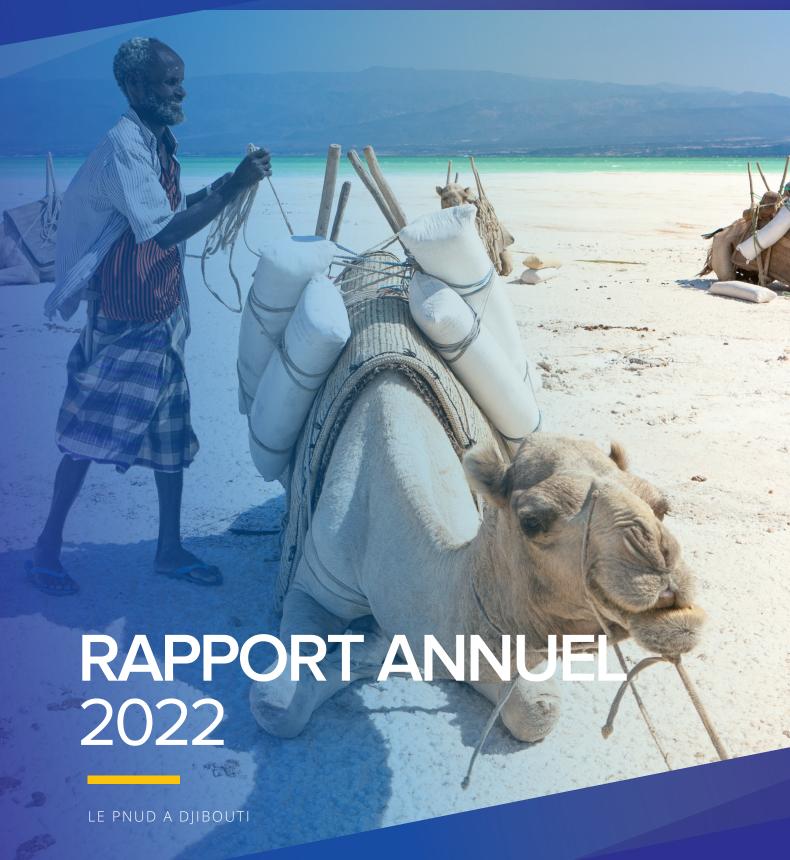
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT



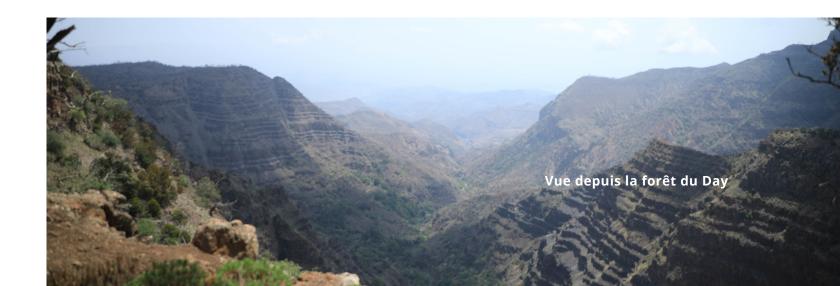


Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans plus de 170 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.

@Copyright 2023 UNDP Djibouti

Table des MATIÈRES

Avant-propos	3
Remerciements	4
Contexte national	5
2022 en chiffres	7
Résultats majeurs	9
Gouvernance et appui aux politiques publiquesLivelihoods et Résilience	11 16
Environnement et Changements Climatiques	23
Le programme de volontariat des Nations Unies	28
Regardons vers l'avenir engagements pour 2023	30
Partenaires et Ressources	34



Avant-propos

mmes et enfants de la région de

INCLUSION CONNECTIVITÉ INSTITUTIONS

La Vision 2035 détermine la feuille de route pour positionner la république de Djibouti comme **une plaque tournante de l'économie régionale** et continentale et un **Phare de la Mer Rouge.**

La mise en œuvre de cette vision se décline en Plan nationaux de développement quinquennaux. Le premier Plan national de développement quinquennal (SCAPE), dans le cadre de cette vision, s'est concentré sur l'investissement dans les infrastructures de croissance : ports, routes, énergie, eau, câbles internet, centres d'affaires, hôtels, etc. Le plan national de développement **Djibouti ICI** vise à faire ruisseler les investissements pour améliorer la vie de tous les Djiboutiens. Il est **aligné sur les Objectifs de développement durables** adoptés à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 septembre 2015.

C'est dans ce contexte qu'interviennent les partenaires au développement dans le pays.

Au cours de l'année 2022, le PNUD a soutenu les efforts du gouvernement pour répondre aux 3 priorités nationales telles que déclinées dans le PND « Inclusion, connectivité et Institutions » à travers divers appuis multiformes, aussi bien par le soutien aux stratégies sectorielles nationales que par des appuis directs aux populations dans les régions du pays.

L'année 2022 a été également une année de diversification et d'amplification du partenariat avec plusieurs ministères sectoriels, les Conseils régionaux, le secteur privé ainsi que les organisations de la société civile.

Le présent rapport décline les principaux appuis du PNUD à Djibouti réalisés au cours de l'année 2022.

Remerciements

L'année 2022, une année post pandémie a été marquée par des défis importants, mais aussi par des opportunités qui ont pu être saisies par le bureau du PNUD à Djibouti en appui aux actions du Gouvernement de la République de Djibouti et aux acteurs non-étatiques, avec l'appui des partenaires au développement qui ont matérialisé leur confiance dans le PNUD.

L'année 2022 reste marquée par un engagement croissant du PNUD à Djibouti avec un niveau de dépenses inédit dans l'histoire de l'institution à Djibouti dans plusieurs domaines stratégiques et une diversification des efforts d'accompagnement.

Dans un contexte de réforme du Système des Nations unies intervenue en 2019 qui a matérialisé la séparation du rôle de Représentant résident du PNUD avec celui de Coordonnateur du système des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) s'est mieux repositionné sur son mandat d'intégrateur de développement et d'épine dorsale du Système de Développement des Nations Unies et a redéployé ses capacités. Le PNUD à Djibouti, malgré le contexte économique difficile, auquel s'est rajoutée la pandémie de Covid-19, a redirigé ses ressources et initié des projets d'importances stratégiques pour accompagner le pays à faire face à la situation, en adoptant une approche innovante dans la mise en œuvre agile des projets et programmes afin de renforcer la confiance des autorités, des partenaires et des communautés, des jeunes et des femmes ainsi que des personnes vivant avec des besoins spéciaux.

C'est donc avec fierté que le PNUD se positionne comme un partenaire de choix en République de Djibouti.

Je voudrais traduire ici **toute ma reconnaissance et celle de l'équipe du PNUD** au Gouvernement de la République de Djibouti, aux partenaires au développement, aux partenaires de mise en œuvre, aux Ministères techniques, aux acteurs du secteur privé, de la société civile, aux Conseils Régionaux et aux communautés.

Votre appui a été incommensurable pour l'obtention des résultats collectifs dont nous pouvons nous réjouir. Le chemin vers les progrès des Objectifs de Développement Durables restent long mais je reste convaincue que nos efforts collectifs nous aideront à avancer chaque jour un peu plus.

Merci! Thank You!
Shukran! Mahadsanid! Gadda ge!



ire du projet Rising

Contexte national

DJIBOUTI, UN ILOT DE PAIX DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

Djibouti est pays dont la position maritime dans le Golfe d'Aden, entre Afrique et Orient, en fait **un pays stratégique** malgré la petite superficie du territoire de 23 200 kilomètres carrés.

Ilot de paix dans une Corne de l'Afrique secouée par les conflits, la République de Djibouti est peuplée d'environ un million d'habitants selon les estimations, une opération de recensement de la population étant en cours. La crise du COVID-19 a eu un impact important sur l'économie du pays.

Néanmoins, le gouvernement a apporté une réponse forte avec une stratégie intitulée Pacte de solidarité nationale (PSN) qui a permis au pays d'enregistrer une croissance positive de 1,2 % en 2020 contrairement à la majorité des pays du monde qui ont enregistré des taux de croissance négatifs.

Toutefois, la situation économique reste fragile avec une croissance estimée à 3,6 % en 2022 contre 4,8 % en 2021.

L'Indice de Développement Humain (0,509) classant Djibouti au 171ème rang sur 191 nations² met en relief les efforts importants qu'il reste à consentir pour améliorer les conditions de vie de la population.

Le pays reste un des pays les plus vulnérables au changement climatique de la Corne de l'Afrique. Le climat aride et sec de Djibouti (moins de 200mm de précipitations par an) limite ses capacités de production agricole avec moins 1 000 KM² de terres arables soit 4% de la superficie totale du pays). ³

La conséquence directe est l'importation massive de denrées alimentaires, rendant Djibouti dépendant du marché international et davantage sensible aux chocs exogènes.

Le pays doit faire face au changement climatique et à des sécheresses extrêmes aux lourdes conséquences sur l'environnement socio-économique.

Pour faire face à ces défis sociaux, économiques et environnementaux, le Programme des Nations Unies pour le développement, dans son appui aux efforts du gouvernement et avec le support des partenaires au développement et des acteurs non étatiques, déploie dans toutes les régions des programmes et projets de développement visant à apporter des solutions concrètes dans les 3 principaux piliers de son cadre de coopération 2018-2024 qui sont :

- 1. Renforcer les moyens de subsistance et l'accès aux services de santé de base.
- 2. Renforcer la durabilité environnementale et la résilience au changement climatique.
- 3. Créer un cadre de gouvernance favorable et inclusif pour le développement durable.

Pour mettre en œuvre ces piliers, le PNUD veille à prendre en compte la dimension **genre** et à **ne laisser personne de côté** (en particulier les **personnes vivant avec un handicap**).

Le bureau déploie des projets dans les domaines suivants :

- les politiques et stratégies publiques et la gouvernance
- l'accès à la justice
- le développement d'activités génératrices de revenus au profit des femmes et des jeunes
- la résilience face aux chocs et aux changements climatiques
- la lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose et le Paludisme
- l'énergie et l'accès à l'eau
- la protection de l'environnement.

L'année 2022 a été marquée par des résultats significatifs tant dans la diversification des partenariats que dans les efforts effectués pour toucher un plus grand nombre de personnes à travers le pays avec un niveau historique de contribution.

³ The World Bank in Djibouti, Country overview, https://www.worldbank.org/en/country/djibouti/overview#1



¹ The World Bank in Djibouti, Country overview, https://www.worldbank.org/en/country/djibouti/overview#1

² Rapport sur le développement humain 2021-22, Programme des Nations Unies pour le Développement, Sept. 2022, <a href="https://www.undp.org/fr/morocco/publications/rapport-sur-le-developpement-publi

2022

EN CHIFFRES



Total des dépenses en 2022 **\$ 13 millions** soit **2, 315 milliards de FDJ**

13 Partenaires techniques et financiers



220 000 personnes ayant bénéficié d'un meilleur accès aux soins et services de santé

180 978 Personnes testées contre la tuberculose



5 200 Femmes alphabétisées





15 tonnes de produits vendus en 72h au cours de la foire





927 jeunes, dont 282 femmes, formés



à travers 31 boot camps en entreprenariat social





31,675 ha d'aires marines protégées



Des stratégies nationales sectorielles accompagnées dans 6 secteurs clés



300 Affaires traitées par la justice mobile



1 455 jeunes formés à la création d'entreprise



72 Professionnels des médias formés







APPUYER LA GOUVERNANCE POUR OFFRIR UN CADRE PROPICE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE DJIBOUTI

Dans le cadre du soutien apporté au Gouvernement de la République de Djibouti, le PNUD a fourni un appui à la planification du développement et l'appui aux efforts de gouvernance à travers des outils de planification, de suivi et de financement innovants.

L'effort d'intégration et d'accélération de la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable s'est incarné dans l'alignement du Plan de développement national "Djibouti ICI " et de ses instruments de planification sur les indicateurs et les objectifs des ODD.

Dans cette optique, en collaboration avec l'UNICEF, avec l'appui du SDG Fund, le PNUD a soutenu le Ministère des Finances et les autres ministères sectoriels concernés dans l'élaboration du Cadre National de Financement Intégré (INFF - Integrated National Financing Framework) de Djibouti. Cet outil intégré et stratégique devrait aider le pays à établir, développer et maintenir de nouveaux systèmes et mécanismes de d'attirer financement permettant investissements nationaux et internationaux nécessaires pour la mise en œuvre du Plan national de développement, répondre aux défis de développement et accélérer les progrès de l'Agenda 2030. Afin mesurer les progrès du pays dans ce sens et renforcer ses capacités en matière de planification du développement,



Le PNUD et l'UNICEF ont soutenu l'élaboration du cadre national de résultat et de suivi et d'évaluation fixant des indicateurs SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporellement définis) et des valeurs de référence/cibles pour le plan de développement national et l'INFF.

L'objectif de ce cadre de suivi et d'évaluation est de favoriser la prise de décision basée sur des preuves, et par là, optimiser les capacités du pays à atteindre les ODD et les objectifs nationaux fixés.

En matière d'accès au financement, et dans le cadre d'une approche intégrée d'appui aux politiques publiques, le PNUD, en partenariat avec le Ministère de l'Economie et des Finances et la Banque Centrale de Djibouti, a également soutenu l'élaboration de la **Stratégie Nationale pour l'Inclusion Financière** de Djibouti.

A travers des consultations inclusives, regroupant les acteurs de l'économie dont le Ministère de

l'Economie, des Finances et de l'Industrie et de la Banque Centrale de Djibouti, les Institutions Financières Internationales, les Agences du Système des Nations Unies, et les banques commerciales, les grandes lignes d'une stratégie inclusive ont été élaborées. L'objectif étant de permettre aux décideurs politiques et au secteur privé d'explorer les possibilités offertes et d'améliorer l'accès au financement du développement du pays à partir d'orientations stratégiques.

Dans le cadre de l'axe « Connectivité » du Plan national de développement, le PNUD a accompagné le Ministère délégué à l'Economie Numérique et à l'Innovation dans sa stratégie de digitalisation des services public, à travers l'élaboration de la feuille de route du ministère.

Dans le domaine de la gouvernance, le PNUD a accompagné le **déploiement de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) dans les régions**.

Cette présence déconcentrée permet à la CNDH de suivre la situation des Droits de l'homme dans les régions du pays et d'améliorer sa visibilité, facilitant ainsi l'accès de ses services aux populations résidant dans ces zones.

L'effort de vulgarisation des services de l'Etat s'est poursuivi avec la mise en œuvre d'une campagne sur la transparence, la responsabilité et l'engagement civique déployée avec succès en collaboration avec le Ministère de la Communication. L'objectif de cette campagne était d'informer et de sensibiliser les citoyens djiboutiens sur ces différents thèmes. Dans le cadre de cette campagne, 40 professionnels des médias ont bénéficié de formations en matière de compétences rédactionnelles, ainsi que sur les notions de transparence, d'engagement civique et de responsabilité publique. Cette campagne a permis d'atteindre de nombreux Djiboutiens grâce à la mobilisation de plusieurs canaux de diffusion, aussi bien physiques (dépliants, affichage) que digitaux (site internet dédié, LinkedIn, Twitter et Facebook). Cette campagne a permis d'expliquer le rôle des organes de lutte contre la corruption, les mécanismes de responsabilité existants ainsi que les voies de recours des citoyens.

En matière de justice, le PNUD, en partenariat avec l'Union Européenne et en appui au Ministère de la Justice dans le cadre de la mise en oeuvre du projet d'appui à la Justice, a accompagné les travaux préparatoires autour de la **Réforme du Code Pénal et du Code de Procédure Pénale** en appuyant, d'une part, la compilation et l'analyse de la législation existante et, d'autre part, des propositions de lois alignées sur les conventions internationales ratifiées par Djibouti.

Le cadre normatif régissant les prisons a également été mis en conformité avec les droits de l'homme et les normes internationales à travers l'élaboration de nouveaux instruments tels que le Règlement de discipline générale, le Règlement intérieur des prisons, le Manuel de contrôle des prisons et l'organigramme de la Direction des affaires pénitentiaires. L'appui au système carcéral apporté par le PNUD a également concerné la réhabilitation et l'équipement du Centre de formation des détenus. Des programmes de réinsertion ont été élaborés et validés, permettant aux autorités pénitentiaires de fournir aux détenus des compétences professionnelles pratiques. Les institutions et les processus de justice ont également été renforcés par des formations et l'élaboration de guides pour la Cour des comptes sur le contrôle de l'exécution du budget de l'État, les procédures judiciaires et la gestion des tribunaux ordinaires.

Le PNUD a également poursuivi ses efforts dans les 5 régions Djibouti, dans le cadre de l'appui à la décentralisation et l'engagement civique. Ceci s'est traduit par le renforcement des capacités des acteurs de la société civile. Ainsi, 250 personnes parmi lesquelles des élus locaux des 5 conseils régionaux, des jeunes, des femmes et des représentants de services techniques déconcentrés ont bénéficié de formations dans le domaine de la gestion participative, la gouvernance locale et la planification régionale. En matière de développement local, 30 organisations de la société civile ont participé à la mise en œuvre de plusieurs projets à fort impact, renforçant par-là leurs capacités et leur expérience.

Focus

LE PROJET D'APPUI À LA JUSTICE

En 2022, grâce au financement de l'Union Européenne, 20 sessions de justice mobile ont été menées dans tout le pays.

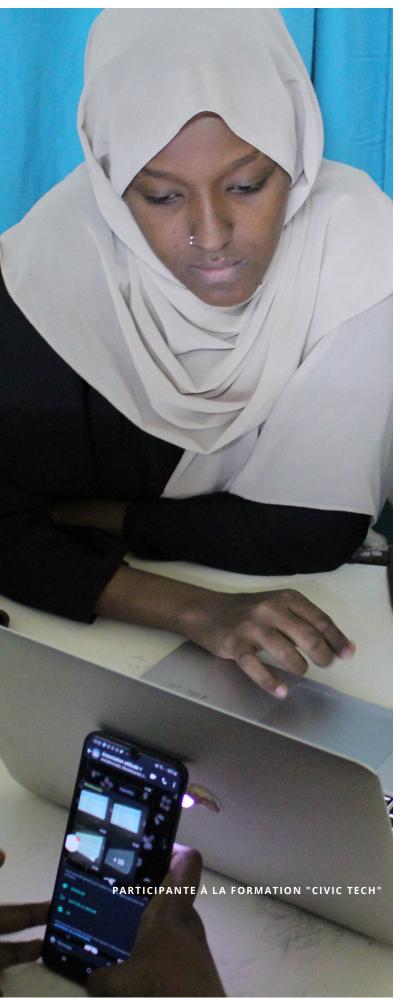
Au cours de ces audiences mobiles, plus de 300 cas de droit de la famille ont été traités, et des centaines de familles ont reçu une conclusion finale et exécutable concernant le divorce, la garde des enfants, la propriété, l'héritage et d'autres questions portant atteinte à leur bien-être. La plupart des cas présentés devant la Cour ont été initiés par des femmes.







LANCEMENT DE LA SNIF AU PALAIS DU PEUPLE



L'impact et les résultats des actions menées par ces OSC ont facilité la sélection de ces organisations dans le cadre d'un projet financé par l'USAID en matière d'engagement de la société civile dans les processus de développement local.

Le PNUD a apporté un appui particulier à la participation des jeunes et des femmes à travers leur participation aux efforts de cohésion sociale et leur engagement civique. Pour ce faire, un appui a été apporté au Ministère de la Jeunesse et de la Culture à travers le **Programme régional de Leadership des Jeunes** et l'expertise apportée dans le cadre de l'élaboration de **la Stratégie Nationale de la Jeunesse et de la Culture** en appui au Ministère de la Culture et de la Jeunesse.

En droite ligne avec les concepts de connectivité et d'innovation qui sous-tendent le Plan National de Développement du pays, l'accent a également été mis par le PNUD sur l'usage digital au service de la cohésion sociale, à travers le soutien apporté à l'association Femme Tic Djibouti. Cette association entièrement féminine a développé des formations dans le domaine de la « Civic Tech » permettant aux jeunes djiboutiennes de devenir actrices du développement et de la paix sociale dans leur pays, grâce à des solutions en ligne. Ainsi, 87 jeunes djiboutiennes, âgées de 18 à 27 ans, ont reçu une formation pour mieux comprendre ce qu'est la « Civic tech », développer leur leadership, apprendre les bases de la conception et de la gestion de projet, et être capables d'utiliser des solutions numériques pour renforcer la cohésion sociale dans leurs communautés.





RENFORCER LES MOYENS DE SUBSISTANCE ET L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ DE BASE

Le PNUD à Djibouti a consacré plusieurs interventions en 2022 dans le développement économique local et à la création de moyens de subsistance pour les communautés rurales dans le cadre la politique de ne laisser personne de côté.

Anisi, 1 455 personnes ont pu acquérir les outils nécessaires et les connaissances dans le domaine de la création d'emplois indépendants ou l'accès au marché de l'emploi.

Nombre de ces efforts ont été concentrés dans le domaine de **l'entreprenariat social** afin de favoriser le développement et la résilience des communautés.

Ainsi, à travers le pays, 143 localités ont bénéficié d'actions de sensibilisation. 31 boot camps en entreprenariat social ont été organisés, regroupant au total 927 jeunes (dont 282 femmes). A l'issue de ces formations, 35 organisations de la société civile et 53 MPME sociales sont nées.

Ces dernières ont bénéficié d'un appui particulier pour favoriser leur développement sous la forme d'une aide à l'accélération et de subventions basées sur leurs performances. Les expériences précédentes en matière d'accompagnement du secteur privé, en particulier les MPME, ont démontré que cet accès limité aux financements est un des principaux obstacles empêchant l'autonomisation et la diversification économique telles que souhaitées par le Plan National de Développement « Djibouti-ICI ».

Pour apporter des solutions concrètes à ces difficultés, en partenariat avec le Centre de Leadership pour l'Entreprenariat (CLE), la piste de **la microfinance islamique** a été explorée avec la facilitation par le PNUD d'accords de partenariat avec 3 banques commerciales. L'établissement de partenariats publics-privés, en particulier entre les régions et le secteur privé local, a également été encouragé afin de catalyser les efforts de création d'emploi, d'encourager le développement local et d'améliorer les moyens de subsistance des communautés.

Pour accompagner les efforts de décentralisation des services aux entreprises, le PNUD a **renforcé le Guichet Unique** de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements, en appui au Secrétariat d'Etat aux investissements, et a facilité la formalisation de 32 MPME bénéficiaires de ses projets.

L'appui à **l'inclusion financière du secteur privé** a également pris la forme de la bancarisation et la création de plateformes numériques pour les 53 MPME sociales créées à l'issue des boot camps. Plusieurs de ces « social entreprises » ont participé à un « MSME Investor Challenge » au sein duquel elles ont « pitché » leurs projets devant un jury constitué des banques privées de la place. L'objectif du concours était d'aider les jeunes entreprises djiboutiennes (start-ups) à proposer des projets « bankables » et à être capable de solliciter les institutions financières.



Les moyens de subsistance des pêcheurs et des agriculteurs djiboutiens ont aussi fait l'objet d'appuis de la part du PNUD.

En effet, en partenariat étroit avec la FAO, plusieurs agriculteurs ont bénéficié d'aides sous forme de dotation en outils, en semences de légumes et fourrage variées, d'équipements divers (pépinières, répulsifs solaires pour animaux, etc.). Au total, ce sont 400 agricultrices et 1 200 petits exploitants qui ont vu leurs capacités mais aussi leur accès à l'eau grandement améliorés.

Les capacités de production des coopératives féminines en particulier ont été renforcées à travers des formations et un appui à la certification en matière de normes d'hygiène de leurs produits. Ainsi, 60 agricultrices ont été en mesure de commercialiser leurs produits à l'issue de ce processus. Les actions de renforcement des moyens de subsistance ont permis d'accompagner

400 agriculteurs et 376 pêcheurs en leur faisant bénéficier d'intrants agricoles et d'équipements de pêche dans le but d'augmenter leur production et de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leurs communautés.

A l'échelle nationale, et pour offrir davantage de visibilités aux producteurs locaux, le PNUD a soutenu l'organisation de **la première agri-foire à Djibouti**. Regroupant pas moins de 100 agriculteurs provenant de 36 coopératives, cette foire a permis la vente de 15 tonnes de fruits et légumes cultivés dans les 5 régions du pays. Visant à renforcer la souveraineté alimentaire, cette initiative a eu, d'une part, un impact financier conséquent sur les revenus des agriculteurs, et d'autre part, un impact qui matérialise les possibilités effectives de production agricole du pays.

Ces actions de renforcement des capacités, allant de la distribution de capital d'amorçage, au marketing en passant par la formalisation, le coaching, l'incubation, l'équipement et le don de semences, ont eu un impact global considérable puisqu'elles ont amélioré les conditions de vie et les ressources de pas moins de 4 753 personnes vulnérables.

Pour répondre aux défis des inégalités de genre et pour appuyer l'autonomisation des femmes djiboutiennes, le PNUD, en partenariat avec l'Union Européenne, a participé au vaste programme d'alphabétisation mis en œuvre par le Ministère de la Femme et de la Famille et l'UNFD. Dans ce cadre, plus de 5 200 jeunes filles et femmes qui ont appris à lire et à écrire. Au-delà de ces compétences de base, 172 femmes djiboutiennes ont vu leurs compétences renforcées par le biais de de formations professionnelles et techniques, notamment dans les métiers de l'hôtellerie grâce à un partenariat avec l'Hôtel Sheraton, mais aussi dans le domaine de l'entreprenariat. Parmi les bénéficiaires de la formation en entreprenariat, 65 jeunes femmes ont reçu un fonds de départ pour appuyer la création de leur entreprise.

Afin d'amplifier ses efforts d'appui direct aux populations cibles, le PNUD a accompagné le gouvernement dans sa politique de diversification économique. Pour ce faire, en partenariat avec le Centre International pour le développement du Secteur Privé du PNUD basé à Istanbul (IICPSD) et le DEIK (Conseil Turc des Relations Economiques Etrangères). Un forum sur les investissements, dit « **Djibouti Investor convening »**, a été organisé à Istanbul en décembre 2022 pour explorer les possibilités d'investissement offertes par le secteur privé turc, et les partenariats possibles avec les homologues publics et privés djiboutiens. Ce forum des investisseurs était la 2ème étape de la mise en œuvre du "SDG Investor Map", considéré comme une feuille de route habilitante pour le gouvernement afin de diriger le développement des secteurs ciblés, et une étape prometteuse vers de nouvelles perspectives économiques.





Focus

APPUI AUX PERSONNES À BESOINS SPÉCIAUX

ANPH





Les efforts d'inclusion sociale et financière menés par le PNUD ont aussi concerné **l'accompagnement des personnes vivant**

avec un handicap à Djibouti à travers le soutien continu







Principal récipiendaire de la subvention du Fonds Mondial pour la Lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme à Djibouti pour la période 2021-2023, le PNUD contribué, en appui aux programmes nationaux, à renforcer la résilience du système de santé djiboutien afin qu'il puisse résister aux chocs et aux crises sanitaires.

Ce renforcement de capacités s'est manifesté à travers l'appui à l'amélioration des méthodes de diagnostic de la tuberculose grâce à l'utilisation récurrente du GeneXpert, l'évolution des conditions d'hospitalisation avec l'installation d'une unité de production d'oxygène à l'hôpital Peltier ou encore l'extension des activités de sensibilisation aux populations dites « à risques » (habitants des quartiers défavorisés, réfugiés, prisonniers, travailleuses du sexe, etc.). Les prestataires de soins de santé des différentes unités de contrôle des maladies prioritaires ont aussi vu leurs capacités renforcées afin d'améliorer la gestion des cas et le reporting. La collecte et la gestion des données de santé ont été renforcées avec l'aide du PNUD par le déploiement de la plateforme de gestion de l'information sanitaire DHIS2 et l'équipement des centres de santé pour faciliter la remontée des données.

Ces améliorations ont permis au système de santé de répondre rapidement et efficacement dans le cadre de la lutte contre les maladies prioritaires et d'atteindre ainsi presque toutes les cibles fixées. Ainsi, dans le cadre de la lutte contre le paludisme, 180 978 personnes ont pu être testées, dont 37120 se sont révélées positives. 94% des malades ont bénéficié d'un traitement. La lutte antivectorielle a permis de protéger 67 077 personnes grâce à la pulvérisation intradomiciliaire et la distribution de 118 184 moustiquaires imprégnées, notamment dans les communes de Boulaos et Balbala. La stratégie de visite à domicile adoptée dans le cadre de la lutte contre la tuberculose a permis de diagnostiquer

129 enfants grâce à la radiologie gratuite et d'administrer des traitements préventifs ou de première ligne à 114 personnes considérées à risque. Une étude menée sur la qualité du dépistage qui a permis au Programme National de Lutte contre la Tuberculose de détecter précocement 22 cas supplémentaires de tuberculose multirésistante, soit un total de 58 nouvelles personnes atteintes de tuberculose multirésistante.

En ce qui concerne le VIH, 212 nouvelles infections ont été rapportées au cours des 3 derniers trimestres de 2022. 2 075 personnes ont été placées sous traitement antirétroviral.

12 454 femmes enceintes ont été testées pour le VIH. 100% des 17 femmes positives ont été bénéficié d'un traitement antirétroviral pendant leur grossesse. Au total, ce sont près de 220 000 personnes qui ont eu accès à des soins et des services de santé de qualité dans le cadre de la lutte contre le paludisme, le VIH/SIDA et la tuberculose.

En outre, un soutien en matière d'équipement médical a égélement été apporté au camp militaire de Maryama à Arta grâce l'appui du gouvernement du Japon, permettant de renforcer la prise en charge des services de l'armée et des populations des villages environnants.

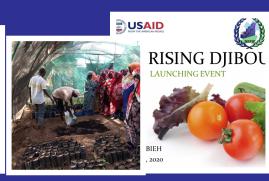
Focus

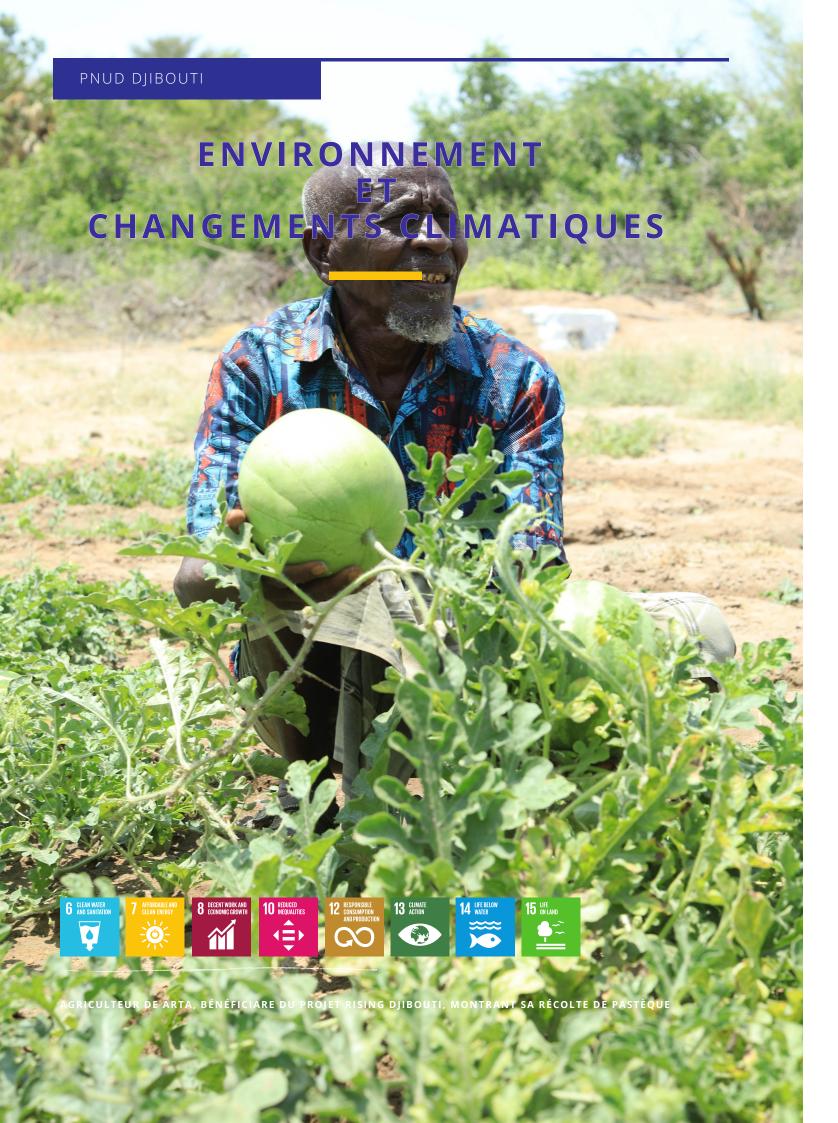


Programme phare du portfolio « Livelihood and resilience » du PNUD Djibouti développé grâce à l'appui de USAID et des fonds core,, Rising Djibouti est un portefeuille de 6 projets de redressement socio-économique élaboré à la suite de la pandémie de COVID-19. Axée sur la réhabilitation et la promotion des MPME et des OSC productives dans les secteurs de l'économie verte et bleue, les politiques innovantes pour accélérer la réalisation des ODD et l'inclusion financière durable pour catalyser l'autonomisation économique, cette série de projets complémentaires a réussi, grâce une excellente coordination, à contribuer efficacement à la reprise socio-économique de Djibouti. Les résultats du portefeuille Rising ont été à fort impact et continuent de perdurer dans le temps.









RENFORCER LA RÉSILIENCE ET L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DES POPULATIONS

Pour aider la République de Djibouti à faire face aux effets du changement climatique, le PNUD a mis en œuvre des actions ayant contribuées à l'amélioration de la durabilité environnementale et à la résilience climatique du pays en soutien au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

Les projets se sont concentrés sur l'amélioration de l'accès à l'eau et à des sources d'énergie renouvelables, la protection de l'environnement et l'adaptation au changement climatique.

Ainsi, en matière d'accès aux énergies renouvelables, le PNUD Djibouti a encouragé les investissements publics et privés dans ce domaine avec pour objectif d'accroître l'efficacité énergétique. Pour ce faire, le PNUD, dans son rôle de facilitateur, a travaillé avec le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et le Ministère de l'Énergie en charge des Ressources Naturelles (MERN) pour la mise en œuvre de politiques sectorielles permettant la mise en place d'un écosystème favorable au développement des énergies renouvelables.

Un ensemble d'instruments institutionnels, politiques et financiers ainsi que des mécanismes d'incitation du secteur privé ont été développés. Un cadre institutionnel et un cadre politique global favorisant la promotion de l'électrification hors réseau et l'utilisation d'énergies renouvelables ont également été établis.







Dans ce contexte et afin de faciliter le développement du secteur et l'engagement du secteur privé, un contrat type, un brevet et un guide tarifaire ont été élaborés. La construction d'une minicentrale solaire dans le village de Moumina 1 dans la Région d'Arta permis de **fournir de l'électricité** à 100 ménages, leur permettant ainsi de développer de nouvelles activités économiques et d'accélérer le développement économique de la région.

L'appui apporté par le PNUD aux institutions djiboutiennes dans le domaine de l'environnement et de **la gestion des risques et catastrophes naturelles** a également concerné le renforcement de capacité de plusieurs acteurs.

Ainsi, le PNUD a soutenu le Secrétariat de Gestion des Risques et des Catastrophes (SGRC) dans l'ouverture et l'équipement de ses 5 bureaux régionaux. Les capacités des cadres de la Mairie de Djibouti-ville et de la Préfecture de Djibouti ont été renforcées dans le domaine de la gestion des risques et des catastrophes, de la méthodologie d'évaluation initiale rapide multisectorielle et de l'utilisation des systèmes d'information géographique.

Les comités de gestion des risques et des catastrophes ont été réactivés. Le site internet de l'Agence Nationale de la Météorologie (ANM) a également été créé avec l'appui du PNUD afin d'offrir à l'agence une plus grande visibilité à l'agence et de fournir des informations d'alerte précoce au grand public.

Le personnel du MEDD a bénéficié d'une formation intensive dans l'utilisation et la diffusion de l'EMIS (Environmental Management Information System) afin de rendre rapidement opérationnel le centre de données du ministère. L'EMIS, un système de gestion de l'information environnementale, a été mis en place avec l'appui du PNUD pour collecter les données environnementales de Djibouti et fournir un accès public aux informations récoltées.

Pour encourager davantage une plus grande diffusion de l'information, des sessions de formation sur le reportage environnemental ont été organisées à destination de la presse.

32 journalistes de la presse écrite et audiovisuelle ont ainsi été sensibilisés aux questions de préservation de l'environnement, de lutte contre le changement climatique, de biodiversité et de désertification.

Afin de prendre une part active dans la protection de l'environnement djiboutien, le PNUD, en collaboration avec le MEDD, a participé à **la création d'aires marines protégées** (AMP) garantissant la préservation de la faune et de la flore vivant à l'intérieur de ces périmètres.

Une nouvelle étape a été franchie en 2022 avec la proposition de délimitation de nouvelles zones de préservation riches en biodiversité (Sagallou, Ras-Ali, Goubet et plage d'Arta). Cette propostion, ainsi

que les plans de gestion spécifiques de ces zones, ont été approuvés et validés. Les aires marines protégées représentent aujourd'hui un total de 31.675 hectares.

En vertu de la méthodologie d'approche intégrée prônée par le PNUD, les Programmes «Environnement » et « Livelihood & Resilience » ont travaillé de concert afin d'apporter un soutien conjoint au développement des compétences et de l'esprit d'entreprise de nombre d'agriculteurs, de pêcheurs et d'artisans, en particulier des femmes. Les synergies créées entre les Programmes et leurs approches complémentaires ont permis d'atteindre des résultats clés. Ainsi, dans le cadre du soutien apporté aux communautés rurales des régions du Sud et du Nord de Djibouti en matière d'adaptation aux changements climatiques, cette approche intégrée a permis d'améliorer l'accès à l'eau de ces communautés grâce à l'installation et la réhabilitation de 61 puits.

Focus



Le Programme de Microfinancement (PMF) des Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) accorde des subventions aux organisations de la société civile et aux organisations communautaires (OSC/OBC) des pays en développement afin de relever les défis environnementaux mondiaux tout en répondant aux besoins locaux en matière de développement durable. Lancé en

2013 à Djibouti, le PMF en est à sa 7ème phase. Les 6ème et 7ème phases du Programme ont permis de financer 25 projets dans les domaines de la protection de la biodiversité, l'atténuation et/ou l'adaptation au changement climatique, la lutte contre la dégradation des sols ou encore le renforcement des capacités des OCS/OBC. Ces projets vont impacter directement 2 500 bénéficiaires et 500 personnes indirectement. Au total, 75 OSC ont été appuyées depuis le depuis du Programme de Microfinancement.







PAGE | 27

la création d'activités génératrices de revenus des aires marines protégées des moyens de associations de femmes.

Ces associations, originaires des régions de Tadjourah et d'Arta, ont bénéficié d'un accompagnement afin de les aider à se structurer.

Dans cette même perspective, afin d'accompagner Leurs membres ont aussi bénéficié de formations, d'une part, dans le domaine de l'artisanat afin de variées fournissant aux populations vivant autour renforcer leur autonomisation, et d'autre part, en matière de leadership afin de faire de ces femmes subsistance durables, le PNUD a appuyé plusieurs des actrices clé de la gestion des aires marines protégées.

Focus



En partenariat avec le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, la 1ère semaine nationale de l'environnement a également été organisée avant la COP27, soulevant les questions de la protection et de la préservation de l'environnement et de ses conséquences sur la qualité de vie de la population. Des ateliers de sensibilisation ont été organisés sur les impacts du changement climatique sur les populations vulnérables, la protection de la biodiversité marine et terrestre, et le rôle joué par les femmes et les jeunes militants contre le changement climatique. Des recommandations et de nouvelles orientations ont été fournies au MEDD pour orienter les politiques nationales.





Nous sommes l'inspiration en action

Renforcement des capacités des agences du SNU

Au cours de l'année 2022, 32 Volontaires des Nations Unies ont servi à Djibouti au sein de 6 entités du système des Nations Unies (PNUD, HCR, UNICEF, OMS, Bureau du Coordonnateur Résident, UNOPS). Avec 71% de femmes, les Agences ont amélioré leur ratio genre en incluant davantage de femmes parmi le personnel.

Les ressortissants djiboutiens représentaient 70 % des volontaires en service, contre 30 % pour les internationaux. Le SNU à Djibouti s'est donc appuyé sur davantage de talents nationaux, tout en contribuant au renforcement de ses capacités, avec des ressortissants âgés en moyenne de 29 ans.

Des ressources ont pu être mobilisées auprès des Gouvernements du Japon, de la Norvège et la France pour financer 4 postes de Volontaires internationaux qui ont appuyé le UNHCR, l'OMS, le PNUD et le Bureau du Coordinateur Résident dans les thématiques en lien avec la santé, l'éducation et la promotion de l'égalité des genres

genres. Soutenir les interventions du système des Nations Unies au niveau local

Le programme VNU a mis en œuvre une stratégie d'acquisition de talents qui a abouti à la disponibilité de 800 candidats nationaux (dont 14 personnes atteintes d'un handicap et 366 femmes) couvrant 16 domaines d'expertises, disponibleS pour appuyer les efforts des agences onusiennes à Djibouti.

Ceci est le résultat d'activités de sensibilisation et de plaidoyer autour du volontariat qui ont été menées dans 5 régions de Djibouti. Les ateliers ont rassemblé des groupes de jeunes et des participants de la société civile afin de rendre plus accessible le volontariat des Nations Unies. Le programme s'efforce d'atteindre les communautés afin de partager les opportunités, tant au niveau national qu'international, d'enrichir son vivier de talents et de partager les profils susceptibles de répondre aux besoins des agences. Nous encouragerons les agences à continuer à recourir à l'expertise national afin de participer à la lutte contre le taux chômage des jeunes élevé à Djibouti.

Plaidoyer et promotion du volontariat

Tout au long de 2022, le programme VNU s'est engagé à mettre œuvre des activités de sensibilisation sur la thématique du volontariat. A l'occasion de la journée des Nations Unies en octobre 2022, les agences se sont réunies à l'Université de Balbala pour une journée portes ouvertes afin de familiariser les étudiants avec le travail effectué à Djibouti par les Nations Unies. Sur le stand programme VNU, les étudiants ont manifesté leur intérêt à s'engager dans des activités de volontariat et rejoindre le réseau des volontaires pour soutenir le développement durable à Djibouti. La journée Internationale du Volontariat a permis de mettre en exergue les volontés de toutes les organisations de volontariat à Djibouti à soutenir la résilience communautaire, la protection de l'environnement, la réponse humanitaire et l'autonomisation des jeunes.



PAGE | 31



NOS ENGAGEMENTS POUR 2023

L'une des priorités du PNUD Djibouti en 2023 sera de continuer à appuyer le gouvernement de Djibouti à travers l'aboutissement des projets en cours de mise en oeuvre, axés sur trois grandes priorités et les activités programmatiques associées :

- L'amélioration des opportunités pour une croissance inclusive et respectueuse de l'égalité entre les hommes et les femmes à Diibouti;
- L'amélioration de l'accès à des services sociaux de qualité, à la protection et à l'autosuffisance pour toutes les personnes dans des situations vulnérables dans le pays y compris les personnes à besoins spéciaux;
- Le renforcement de la responsabilité, la transparence et le développement d'un cadre de gouvernance inclusif au sein des institutions publiques
- Le renforcement de la participation des femmes et des jeunes dans l'élaboration des stratégies nationales.
- L'appui à l'entreprenariat des jeunes et à l'autonomisation des femmes
- L'appui à la résilience climatique

Au-delà des programmes déjà en cours, le PNUD Djibouti envisage de renforcer en 2023 et dans les années à venir, son action en matière de résilience climatique, de fiscalité et d'engagement civique des femmes et des jeunes.

Ainsi, un programme intégré « Résilience climatique et de moyens de subsistance à Djibouti », en partenariat avec le Fonds pour l'Environnement Mondial et le Fonds Vert pour le Climat, est en cours de formulation.

Les changements climatiques se traduisent à Djibouti par des impacts liés à la modification du régime de précipitation tels que les inondations et la sécheresse sans oublier l'élévation du niveau de la mer. Ces phénomènes impactent considérablement les ressources en eau, les zones côtières et les écosystèmes, avec des conséquences néfastes sur les conditions de vie des populations vivant dans les régions les plus reculées. Les sécheresses successives ont causé une dégradation des pâturages, le tarissement des points d'eau et la diminution du cheptel, accroissant par-là la vulnérabilité des populations agro-pastorales. La résilience aux changements climatique y compris la transition énergétique est l'un des trois piliers clés du Document de Programme Pays du PNUD Djibouti. A cet égard, le PNUD soutient le gouvernement, principalement le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MESD), dans l'accès au financement climatique à travers des fonds climatiques verticaux tels que le Fonds pour l'Environnement Mondial et le Fonds Vert pour le Climat. Le nouveau programme intégré « Résilience climatique et moyens de subsistance » s'attachera, une fois les ressources mobilisées, à mettre en œuvre un éventail de projets soutenus par ces fonds.

Réduire les inégalités de développement entre les territoires en renforçant la gouvernance locale.

Le soutien apporté aux Conseils Régionaux des cinq régions du pays dans le cadre des projets de résilience communautaire et d'appui à la décentralisation a démontré la nécessité de continuer à renforcer les compétences des collectvités territoriales et des services déconcentrés de l'Etat. La réduction des inégalités entre les territoires, en matière de développement socio-économique, développement humain mais aussi dans l'accès aux services de base des populations, ne peut être rendue possible que par le renforcement des capacités des acteurs publics à tous les niveaux. Pour ce faire, le PNUD développera un nouveau programme intégré d'appui à la gouvernance locale qui visera à créer les conditions nécessaires au développement harmonieux des régions.

Tax4SDGs : La fiscalité, un outil catalytique pour aider à financer la réalisation des ODD à Djibouti.

Focus

ÉVALUATION DU CPD ACTUEL

En 2023, le PNUD à Djibouti procèdera à l'évaluation de son Document de Programme Pays 2018-2024 (Country Programme Document – CPD). Cet exercice sera l'occasion pour les équipes du Bureau-Pays et du bureau

indépendant de l'évaluation du PNUD de mener des consultations approfondies avec tous les partenaires, y compris les partenaires gouvernementaux, les organisations civiles, le secteur privé et les partenaires au développement, afin de mesurer l'impact des projets mis en œuvre ces six dernières années. Les leçons apprises du cadre de coopération, les points d'amélioration et les « gaps » à combler serviront de bases au PNUD Djibouti pour l'élaboration du nouveau Document de Programme Pays 2025-2030.



Le PNUD à Djibouti et l'équipe de « Tax4SDGs » fourniront un soutien au Ministère l''Économie et des Finances, chargé de l'Industrie, ainsi qu'au Ministère du Budget et à l'autorité fiscale de Djibouti, afin d'explorer les manières dont la politique fiscale pourrait être exploitée pour soutenir les priorités du pays dans la réalisation des ODD, veiller à ce que les politiques fiscales existantes soient mieux alignées avec les objectifs de développement de Djibouti, et soutenir la croissance de recettes intérieures stables pour financer durablement les dépenses sociales et la prestation de services publics.

Le renforcement de l'engagement des femmes, des jeunes et des personnes à besoins spéciaux dans la société civile et dans les processus de prise de décision à tous les niveaux.

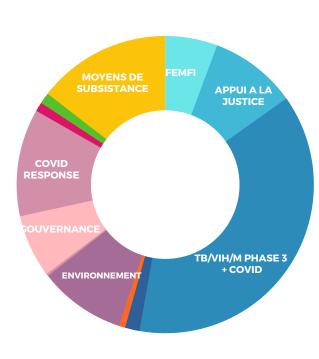
Le PNUD à Djibouti s'appuie sur les leçons tirées de ses nombreuses initiatives en matière de gouvernance inclusive et sur les résultats atteints entre 2020 et 2022, au lendemain de la crise du Covid-19, pour aider le gouvernement de Djibouti à renforcer l'inclusion des femmes et des jeunes dans la sphère décisionnelle. Le PNUD poursuivra en 2023 ses efforts continus en vue de répondre aux besoins de développement du pays aux niveaux local, régional et national pour ne laisser personne de côté, afin que Djibouti continue d'être une société inclusive et sensible au genre au sein de laquelle les femmes et les jeunes jouent un rôle clé.



PAGE | 35

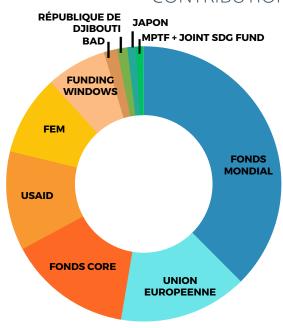
INFORMATIONS FINANCIÈRES

DÉPENSES PAR DOMAINES D'INTERVENTION



CONSOLIDATION DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES	765 663
APPUI A LA JUSTICE	1 278 689
TB/VIH/M PHASE3 + COVID	5 072 491
REHABILITATION INFRASTRUCTURES AGRICOLES	213 000
DATA FOR FOOD SECURITY PREPAREDNESS	91 944
PORTEFEUILLE ENVIRONNEMENT	1 272 100
ADVANCING HUMAN RIGHTS	34 517
GOUVERNANCE	923 982
COVID RESPONSE	1 576 354
HEALTH ACCESS CAMP MARYAMA	134 085
RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE	161 951
MOYENS DE SUBSISTENCE	1960 000
DELIVERY TOTAL	13 484 776

CONTRIBUTIONS PAR BAILLEURS EN 2022



FONDS MONDIAL	5 072 491
UNION EUROPEENNE	2 044 352
FONDS CORE (RESSOURCES RÉGULIÈRE)	1960 000
USAID	1 576 354
FONDS MONDIAL POUR L'ENVIRONNEMENT (FEM)	1 272 100
FUNDING WINDOWS (MULTIDONNEURS)	958 499
BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT	400 000
GOUVERNEMENT DE DJIBOUTI	161 951
JAPON	134 085
MPTF + JOINT SDG FUND (MULTIDONNEURS)	125 000
TOTAL MOBILISÉ EN 2022	13 704 832

NOS REMERCIEMENTS AUX PARTENAIRES ET CONTRIBUTEURS DU PNUD À DJIBOUTI

Nous n'aurions pas été en mesure de réaliser les activités sur le terrain et d'avoir un impact sur la vie des Djiboutiennes et des Djiboutiens sans le soutien et les contributions de nos partenaires.

Au nom des personnes que nous avons pu toucher d'une manière ou d'une autre, le PNUD Djibouti dit "Merci! Shukran! Merci! Mahadsanid! Gadda ge!" à tous nos partenaires.





































MERCI À NOS PARTENAIRES NATIONAUX POUR LEUR CONFIANCE EN 2022. CONTINUONS ENSEMBLE LE CHEMIN!

- Le Ministère de l'Economie et des Finances, chargé de l'Industrie
- Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
- Le Ministère de la Justice
- Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
- Le Ministère de l'Energie en charge des ressources naturelles
- Le Ministère de l'Intérieur
- Le Ministère de la Femme et de la Famille
- Le Ministère de la Santé
- Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Mer, Chargé des Ressources Hydrauliques
- Le Ministère de la Jeunesse et de la Culture le Ministère de l'Intérieur
- Le Ministère délégué à l'Economie Numérique et du Digital
- Le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
- Le Minsitère de l'Enseignement Supérieur
- Le Ministère du Travail chargé de la Formalisation et de la Protection Sociale
- Le Minsitère de la Communication
- Le Ministère du Commerce et du Tourisme
- Le Ministère de la Décentralisation
- L'Assemblée Nationale
- Le Secrétariat d'Etat chargé des Investissements et du Développement du Secteur Privé
- Le Conseil Régional de Tadjourah
- Le Conseil Régional de Dikhil
- Le Conseil Régional d'Arta
- Le Conseil Régional d'Obock
- Le Conseil Régional d'Ali Sabieh
- Les Préfectures des régions d'Arta, d'Ali Sabieh, de Dikhil, d'Obock et de Tadjourah
- La Chambre de Commerce de Djibouti
- Le Médiateur de la République
- L'Ecole Nationale d'Etudes Judiciaires
- Le Secrétariat Exécutif des Risques et catastrophes ANM
- L'Association Djiboutienne de l'Evaluation
- L'Agence Nationale des Personnes Handicapées
- L'Union Nationale des Femmes de Djibouti
- L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements
- Le Centre de Leadership et d'Entreprenariat
- La Commission Nationale des Droits de l'Homme

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT BP 2001 6ÈME ET 7ÈME ÉTAGES MEZZ TOWER RUE DE VENISE RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI

RAPPORT ANNUEL 2022